

Démantèlement de vestiges d'installations de pêche à la civelle

Site de la Réserve Naturelle Nationale des prés salés
d'Arès et de Lège-Cap Ferret (33)



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Porteur du projet et maître d'ouvrage :

Gestionnaires de la RNN : Association ARPEGE &

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|-----------|
| I. PRESENTATION DU PROJET | 3 |
| I.1. Contexte et objectifs | 3 |
| I.2. Identification de la structure porteuse du projet..... | 4 |
| I.3. Autres structures impliquées | 4 |
| I.4. Localisation du site concerné par les travaux..... | 5 |
| II. DESCRIPTION DU SITE DE TRAVAUX ET DES OUVRAGES DE PECHE | 6 |
| II.1. Description des vestiges et ouvrages existants..... | 6 |
| II.2. Caractéristiques du milieu naturel..... | 7 |
| II.3. Contexte réglementaire..... | 7 |
| II.4. Caractéristiques hydrologiques du cours d'eau..... | 8 |
| III. DETAIL TECHNIQUE DU PROJET DE TRAVAUX | 9 |
| III.1. Opérations de travaux | 9 |
| III.2. Calendrier prévisionnel | 10 |
| III.3. Opérations et matériel nécessaire..... | 10 |
| III. 3. 1. Obtention des autorisations nécessaires..... | 10 |
| III. 3. 2. Balisage des ouvrages et vestiges à démanteler | 11 |
| III. 3. 3. Amené et repli du matériel..... | 11 |
| III. 3. 4. Extraction des déchets | 12 |
| III. 3. 5. Transport des déchets vers les lieux de déchargement..... | 12 |
| III. 3. 6. Obstacles sur le canal..... | 13 |
| III. 3. 7. Tri des déchets | 14 |
| III. 3. 8. Evacuation des déchets..... | 14 |
| IV. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES | 15 |
| IV.1. Visite sur site avant travaux | 15 |
| IV.2. Mesures de sécurité..... | 15 |
| IV.3. Mesures de respect de l'environnement..... | 15 |
| IV.4. Qualification du personnel | 15 |
| IV.5. Suivi et contrôle de l'exécution des travaux | 16 |
| IV.6. Fin de chantier et réception | 16 |
| IV.7. Communication | 16 |

I. Présentation du projet

I.1. Contexte et objectifs

Le Conservatoire du littoral est attributaire de 195 ha de Domaine public maritime et propriétaire de 116,7 ha de domaine terrestre au sein de la Réserve Naturelle Nationale (RNN) des prés salés d'Arès et de Lège-Cap Ferret, située sur les communes éponymes en Gironde (33). Le site est co-géré par l'association ARPEGE et l'Office français de la biodiversité.

Le projet concerne la pêche à la civelle, usage professionnel existant depuis de nombreuses années sur le canal des étangs (reliant le lac de Lacanau au bassin d'Arcachon et traversant la RNN). Plus de 400 ouvrages, nommés « pits » y étaient répertoriés en 2007. Ces ouvrages étaient utilisés par des pêcheurs professionnels mais également des braconniers.

Dans le cadre du Plan national de Gestion de l'Anguille (en application du règlement européen n°1100/2007 du 18 septembre 2007 relatif à la reconstitution du stock d'anguilles européennes), un arrêté préfectoral a été produit pour réglementer et encadrer ce mode de pêche sur ce canal. Ainsi, le nombre maximal de pits autorisés est de 40 et chaque pêcheur est attributaire de 2 pits.

Actuellement, environ 57 vestiges de pits, laissés à l'abandon, ont été répertoriés au sein de la RNN des prés salés d'Arès et de Lège-Cap Ferret. Ces installations de pêche sont majoritairement façonnées à l'aide de sacs ostréicoles en plastique et/ou de sacs en toile de jute remplis de coquilles d'huîtres, ainsi que de planches en bois. Les sacs ostréicoles, sous l'effet des courants, finissent par se dégrader en micro plastiques et sont emportés vers le bassin d'Arcachon puis vers l'océan.

Cette pollution présente au sein de la RNN est incompatible avec les objectifs de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité 2030 (et notamment l'axe 1, sous-axe 1.1, mesure 7, action 3 – « Lutter contre la pollution plastique dans le milieu naturel »).

Le Conservatoire du littoral, au travers d'un projet de transition écologique des usages financé par l'État (au travers du Fonds vert), l'Agence de l'eau Adour-Garonne et la DREAL Nouvelle-Aquitaine, s'est porté maître d'ouvrage pour l'enlèvement de ces vestiges polluants.

Le démantèlement de ces ouvrages permettrait de :

- **Réduire drastiquement la quantité de plastique présent sur les berges du canal,**
- **Prévenir le risque de dispersion des déchets plastiques présents dans le canal,**
- **Renaturer les zones concernées par les vestiges,**
- **Contrer les possibles actes de braconnages.**

Deux opérations de démantèlement de vestiges ont déjà eu lieu en septembre 2023 et septembre-octobre 2024 sur le canal des étangs, réalisées par le SIAEBVELG, la Commune de Lège-Cap-Ferret et le Conservatoire du littoral. 208 vestiges et 15 installations actives ont été démantelés.

L'objectif global de ce projet est de démanteler **les 57 vestiges d'installations de pêche restants sur la partie sud de la RNN.**

I.2. Identification de la structure porteuse du projet

Les coordonnées des représentants et intervenants sont :

| <i>Pouvoir adjudicateur</i> | |
|-----------------------------|---|
| Dénomination : | Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres |
| Adresse : | Corderie Royale, CS 10137, 17306 ROCHEFORT cedex |
| Téléphone : | 05 46 84 72 50 |

| <i>Conduite d'opération</i> | |
|-----------------------------|---|
| Dénomination : | Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres – Délégation Aquitaine |
| Adresse : | 180 rue Judaïque, CS 12096, 33077 BORDEAUX cedex |
| Téléphone : | 05 57 81 23 23 |

I.3. Autres structures impliquées

Les principales structures partenaires et leur rôle dans le projet sont donnés ci-dessous :

| <i>Rôle</i> | <i>Nom</i> |
|---|---|
| Maître d'ouvrage : | Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres |
| Co-gestionnaires de la réserve naturelle nationale : | Association ARPEGE OFB |
| Partenaires financiers : | État (Fonds vert) Agence de l'eau Adour-Garonne |
| Partenaires techniques : | SIAEBVELG Commune de Lège-Cap-Ferret |

I.4. Localisation du site concerné par les travaux

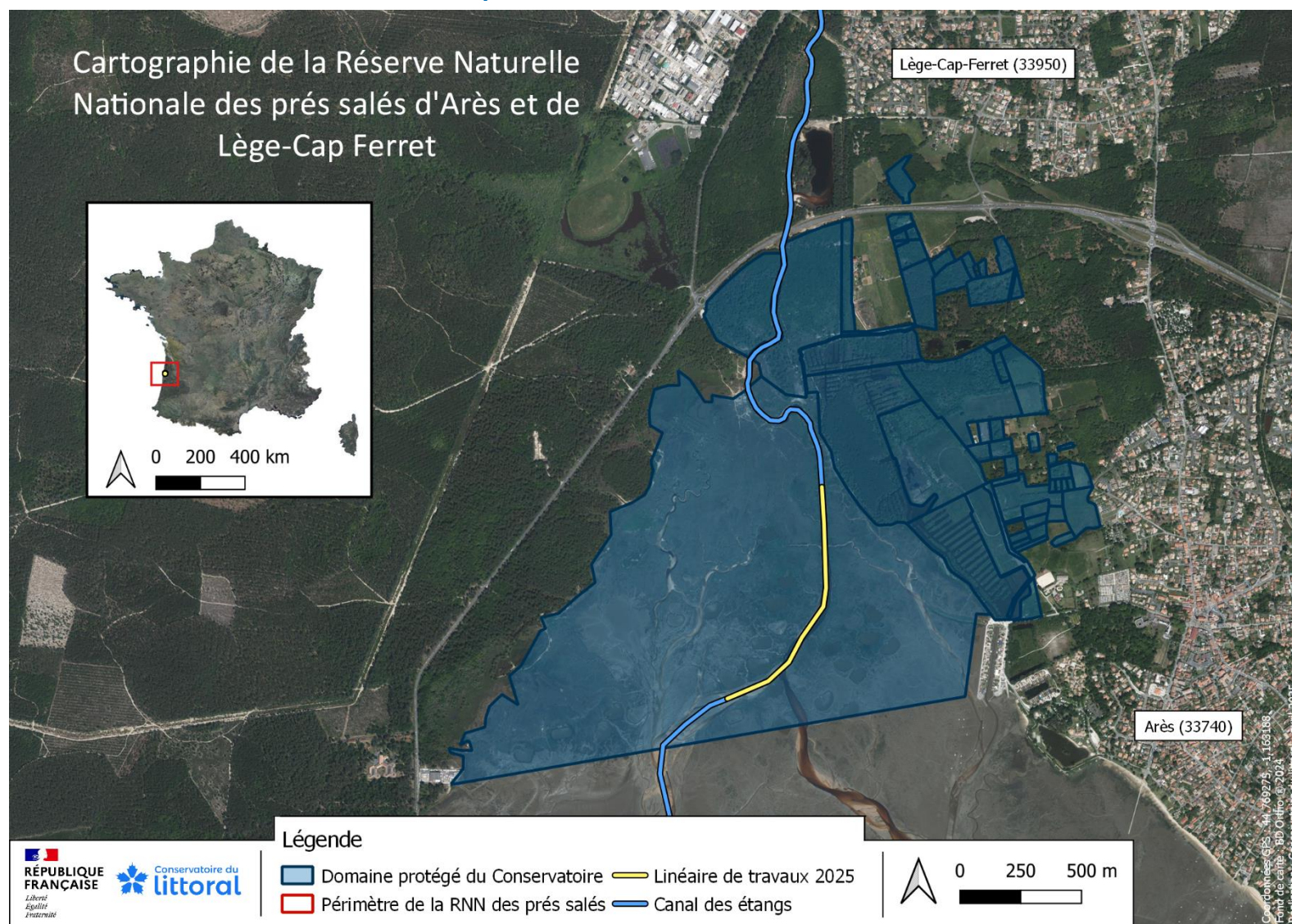


Figure 1 : cartographie de la RNN des prés salés d'Arès et de Lège-Cap-Ferret

II. Description du site de travaux et des ouvrages de pêche

II.1. Description des vestiges et ouvrages existants

Les éléments constituant les vestiges d'ouvrages de pêche à la civelle sont néfastes pour les écosystèmes environnants. Les sacs ostréicoles en plastique, sous l'action des marées et des éléments, se dégradent en macro et micro plastiques et finissent par se déverser, à l'exutoire du canal, dans les prés salés, dans la colonne d'eau du bassin d'Arcachon et dans l'océan.

Des déchets sont présents en surface des vestiges, ainsi que dans la berge et en pied de berge. La quantité de matière restante à extraire des berges a été estimée en fonction du retour d'expérience des travaux réalisés en 2024. Les deux éléments principaux sont le plastique (sacs ostréicoles) et les coquilles d'huîtres. Ceux-ci sont empêtrés dans un mélange de sable et de vase et peuvent difficilement être triés dès enlèvement, rendant le volume de matière à retirer d'autant plus important.

Les volumes moyens estimés à extraire pour les vestiges sont répertoriés dans le tableau suivant :

| Nombre d'ouvrages | Volume estimé | Poids estimé (DIB*) | Poids estimé (sable) |
|-------------------|---|-------------------------------------|--|
| ≈ 57 vestiges** | Environ 10 m ³ /vestige en moyenne | Environ 5 tonnes/vestige en moyenne | Environ 1,65 tonnes/vestige en moyenne |
| TOTAL | ≈ 570 m³ | ≈ 285 tonnes | ≈ 94 tonnes |

* déchets industriels banals

** nombre de vestiges estimé en avril 2025

57 vestiges ont été recensés en avril 2024. Néanmoins, au vu de la dynamique hydromorphologique du canal (courant, érosion...), ce nombre est susceptible d'être revu légèrement à la hausse ou à la baisse (vestiges qui seraient découverts, vestiges qui seraient emportés par le courant...).

Ces ouvrages sont présentés sur les photographies ci-après.



Figure 2 : photographies de vestiges de pits à démanteler

II.2. Caractéristiques du milieu naturel

Les ouvrages sont situés sur les berges du cours d'eau traversant des prés salés. La ripisylve y est très peu fournie.

La base vie est située en zone urbaine. La navigation vers la base vie (décrite à l'article III.3.3. ci-après) se fait par voie maritime via le canal, en traversant des prés salés et des milieux forestiers.



Figure 3 : photographies des deux types de milieux naturels concernés par le projet. Cercles rouges = vestiges de puits à démanteler

Sur la partie forestière, quelques embâcles (végétation dans le cours d'eau, troncs d'arbres...) pourraient être présents en fonction des conditions météorologiques précédant et durant les travaux. **Le cas échéant, il sera nécessaire au prestataire de pouvoir déplacer ces embâcles afin de permettre aux engins de naviguer et d'assurer le bon déroulement des travaux.**

II.3. Contexte réglementaire

Les ouvrages sont compris dans le périmètre d'action de divers outils et moyens de protection des espaces naturels, à savoir :

- Réserve Naturelle Nationale des prés salés d'Arès et de Lège-Cap Ferret,
- Site Natura 2000 FR7200679 – Bassin d'Arcachon et Cap Ferret (directive Habitats),
- Site Natura 2000 FR7212018 – Bassin d'Arcachon et banc d'Arguin (directive Oiseaux),
- Site Natura 2000 FR7200681 – Zones humides de l'arrière dune du littoral girondin (directive Habitats),
- Domaine protégé du Conservatoire du littoral (site n°33-466 – Réserve Naturelle des Prés Salés),
- Périmètre d'action du Parc naturel marin du Bassin d'Arcachon,
- Périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux des Lacs Médocains,
- ZNIEFF de type 1 – id. 720001947 – PRES SALES ET RESERVOIRS A POISSONS D'ARES,
- ZNIEFF de type 2 – id. 720001949 – BASSIN D'ARCACHON,
- ZNIEFF de type 2 – id. 720001969 – MARAIS ET ETANGS D'ARRIERE DUNE DU LITTORAL GIRONDIN.

La réalisation des travaux prévus sur les berges du canal a pour objet de répondre aux objectifs de préservation de la biodiversité des outils de protection précités.

II.4. Caractéristiques hydrologiques du cours d'eau

Le canal des étangs relie les lacs médocains au bassin d'Arcachon. La nappe phréatique étant peu en profondeur dans le sol, les variations de débit du cours d'eau dépendent de celle-ci. Le sol étant sableux, la pluviométrie alimente rapidement la nappe et donc les cours d'eau.

Le niveau d'eau est également influencé par les marées sur la partie où les vestiges sont présents.

Deux périodes aux caractéristiques hydrologiques différentes se distinguent :

- l'hiver où les débits du canal sont importants du fait de la pluviométrie importante,
- l'été où les débits du canal sont faibles car la profondeur du lit mineur est supérieure à la profondeur de la nappe phréatique.

Les débits atteignent 50 m³/s en hiver pour moins de 1 m³/s en été (cf. annexe 2 du présent document).

Le tirant d'eau moyen sur le canal dans la réserve est d'environ 30 cm, allant de 1-2 cm minimum à 2 m maximum. Le lit mineur est composé d'une couche de vase et de sédiments sableux apportés par les marées en aval du canal.

Le détail des coefficients de marées prévus en septembre et octobre 2025 est disponible en annexe 1 du présent cahier.

Dans la zone de travaux, la largeur du canal (distance entre les deux berges) varie d'environ 17 m à environ 40 m. La largeur du canal entre la zone de travaux et la zone de déchargement prévue sur la commune de Lège-Cap-Ferret (cf. article III.3.3. ci-après) varie d'environ 14 m à environ 20 m.

III. Détail technique du projet de travaux

III.1. Opérations de travaux

Le présent marché consiste en une seule opération de démantèlement de 57 vestiges d'ouvrages de pêche.

Les localisations des installations concernées par les opérations sont représentées sur les cartographies ci-après.

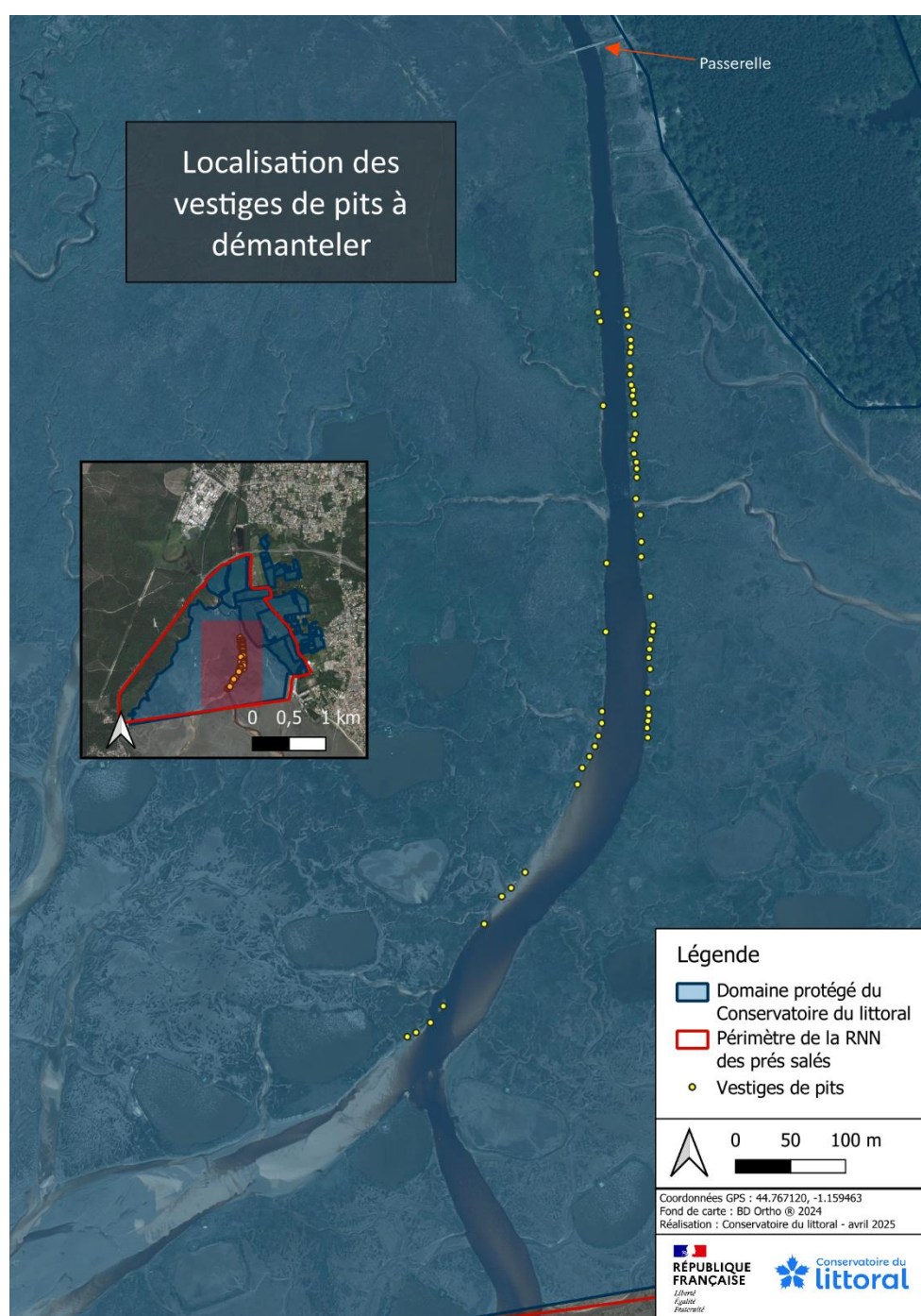


Figure 4 : localisation des vestiges de pits à démanteler

Les vestiges sont présents sur les deux rives.

III.2. Calendrier prévisionnel

La réalisation des travaux doit prendre en compte :

- Les périodes de nidification de la faune,
- La période de migration des civelles,
- Les débits et niveaux d'eau du cours d'eau.

Ainsi, les travaux pourront être réalisés entre le 1^{er} septembre et le 31 octobre 2025. Toutefois, au regard de la période de migration des civelles, les travaux seront préférentiellement évités entre le 16 et le 31 octobre pour éviter tout impact possible sur cette espèce.

| Période de réalisation des travaux | | | | | | | | | | | |
|---|------|------|------|-----|------|--------|------|-------|------|------|------|
| Janv. | Fév. | Mar. | Avr. | Mai | Juin | Juill. | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. |
| | | | | | | | | | | | |
| Travaux réalisables | | | | | | | | | | | |
| Travaux réalisables, mais à éviter (migration civelles) | | | | | | | | | | | |
| Travaux non réalisables | | | | | | | | | | | |

En cas d'impossibilité de réaliser les travaux compte tenu de circonstances particulières (risque incendie, tempête, autre événement météorologique pouvant porter atteinte aux personnes), ou en cas d'impossibilité d'accéder au site par publication d'un arrêté interdisant la navigation sur le bassin d'Arcachon ou interdisant l'accès à la RNN des prés salés, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter le chantier partiellement ou totalement.

Toutes les opérations devront être réalisées en un seul chantier. Le prestataire devra indiquer, dans sa proposition, un calendrier de réalisation de travaux sur le site.

III.3. Opérations et matériel nécessaire

III. 3. 1. Obtention des autorisations nécessaires

Pour procéder aux travaux, plusieurs dossiers déclaratifs et autorisations sont nécessaires :

- Déclaration au titre des article L214-2 et R214-1 du Code de l'environnement (dossier « Loi sur l'eau »),
- Demande de travaux en réserve naturelle au titre de l'article 9 du décret n°83-814 du 7 septembre 1983 portant création de la Réserve Naturelle des Prés salés d'Arès, et des articles L332-6, L332-9 et R332-23 à 25 du Code de l'environnement,
- Évaluation des incidences Natura 2000 au titre de l'article L414-4 du Code de l'environnement,
- Demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'établissement d'une zone de déchargement des déchets sur la commune de Lège-Cap-Ferret (33),
- Déclaration de projet de travaux (DT) et déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à proximité de réseaux.

Le maître d'ouvrage se chargera de l'obtention de l'ensemble des autorisations nécessaires (rédaction des pièces nécessaires, suivi des procédures).

III. 3. 2. Balisage des ouvrages et vestiges à démanteler

Chaque vestige sera identifié à l'aide de piquets ou de tout autre moyen utile pour les identifier convenablement. Le maître d'ouvrage se chargera de réaliser le balisage en amont de la période de travaux.

III. 3. 3. Amené et repli du matériel

Le prestataire devra acheminer les engins et le matériel nécessaire à la réalisation des travaux sur le site par ses propres moyens.

Une base vie, située sur la commune de Lège-Cap-Ferret (33), est disponible afin de réaliser l'ensemble des opérations (mise à l'eau des engins, déchargement et stockage des déchets...). Celle-ci devra être remise en état à l'issue des travaux conformément aux prescriptions émises par les services de la Commune de Lège-Cap-Ferret.

Sa localisation est présentée sur la figure ci-après.



Figure 5 : localisation de la base vie pouvant être utilisée pour mettre à l'eau les engins et stocker les déchets

La mise à l'eau des engins pourra être réalisée au port d'Arès après obtention d'une autorisation du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon. Compte tenu de la présence d'une conduite d'hydrocarbures souterraine sous le canal au niveau de l'obstacle n°4 (cf. partie III. 3. 6. ci-après), l'engin d'extraction devra être préférentiellement mis à l'eau et accéder à la zone de chantier par le sud (via le port d'Arès par exemple) afin d'éviter tout risque d'accident avec cette conduite.

Tout autre emplacement de base vie ou de mise à l'eau des engins peut être proposé par les candidats. Le cas échéant, les candidats devront joindre à leur dossier les documents attestant de l'autorisation d'occupation et d'utilisation des emplacements précités.

Le coût H.T. de l'aménagement et repli du matériel, comprenant la remise en état de la base vie à l'issue des travaux, devra être chiffré dans l'intervention n°1 du bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF).

III. 3. 4. Extraction des déchets

L'objectif est d'extraire les déchets (sacs en plastique, coquilles d'huîtres, bois) sans porter atteinte plus que nécessaire au lit mineur, aux berges et à la végétation inhérente au cours d'eau.

Le déplacement des engins d'extraction ne pourra se faire qu'en navigant sur le canal en fonction des coefficients et des marées.

L'extraction des déchets devra être réalisée à l'aide d'un engin adapté aux déplacements en milieux aquatiques, de type pelle amphibie (pelle de 8 tonnes minimum).

L'opération devra être réalisée tout en respectant la végétation présente sur les berges et le cours d'eau. Le démantèlement devra porter atteinte le moins possible aux espèces végétales. Les zones concernées par les travaux étant soumises aux marées, un brassage et écoulement des sédiments est déjà naturellement présent.

Un premier tri dès extraction devra être réalisé pour séparer au mieux les sacs en plastique et les coquilles d'huîtres, le bois et les sédiments agglomérés.

Si, durant un démantèlement, le volume de déchets à extraire est plus important que prévu, qu'un arbre (hors espèce exotique envahissante) gêne la bonne conduite du démantèlement selon l'analyse faite par le maître d'ouvrage, alors l'emplacement sera alors laissé en l'état afin de préserver l'arbre.

Dans certains cas, et notamment lorsque le volume de matière à extraire est important, le reprofilage des berges sera nécessaire. Cette opération est similaire à l'extraction des déchets, mais sur les sédiments uniquement afin de garantir la continuité linéaire du cours d'eau. Le prestataire utilisera le même type d'engins d'extraction que pour l'extraction des déchets.

Le coût journalier H.T. de l'extraction des déchets et du reprofilage des berges devra être chiffré dans l'intervention n°2 du BPUF.

III. 3. 5. Transport des déchets vers les lieux de déchargement

L'évacuation des déchets devra être réalisée à l'aide d'un ou plusieurs bateaux (type chaland) capables de naviguer sur le canal des étangs.

Les déchets seront collectés sur le(s) bateau(x) suite à l'extraction par l'engin d'extraction puis évacués vers le point de déchargement des déchets à la base vie (cf. partie III. 3. 3.).

Concernant les conditions de navigation sur le canal, le(s) bateau(x) doivent :

- Avoir un tirant d'eau maximal (chargé) adapté à la profondeur du canal (le tirant d'eau moyen sur le canal étant d'environ 30 cm, allant de 1-2 cm minimum à 2 m maximum par endroits) ;
- Pouvoir passer sous les obstacles (ponts, passerelles...) listés à l'article III.3.6. ci-après ;
- Pouvoir manœuvrer dans le canal (capacité à faire demi-tour, à prendre les virages, à passer dans le méandre central de la réserve...).

Afin d'optimiser le démantèlement, notamment car les créneaux journaliers sont dépendants des marées, il est possible d'utiliser au moins deux bateaux pour assurer la continuité des remplissages et déchargements successifs sans interruption. Ce critère n'est néanmoins pas obligatoire.

Le déchargement sera réalisé à l'aide d'engins adaptés (engins terrestres ou amphibies. Exemples : grue autoportée du bateau, manitou...).

Le coût journalier H.T. du transport et du déchargement des déchets devra être chiffré dans l'intervention n°3 du BPUF.

III. 3. 6. Obstacles sur le canal

Actuellement, 6 obstacles sont présents entre la base vie de Lège-Cap-Ferret et les vestiges à démanteler. Leurs caractéristiques sont décrites dans le tableau suivant.

| N° d'obstacle | Type d'obstacle | Coordonnées GPS |
|---------------------|---------------------|----------------------|
| Obstacle n°1 | Pont routier | 44.789871, -1.161218 |
| Obstacle n°2 | Passerelle piétonne | 44.785171, -1.161840 |
| Obstacle n°3 | Pont routier | 44.780868, -1.162453 |
| Obstacle n°4 | Conduite | 44.780261, -1.162622 |
| Obstacle n°5 | Embâcle | 44.776872, -1.162776 |
| Obstacle n°6 | Passerelle piétonne | 44.773064, -1.160264 |

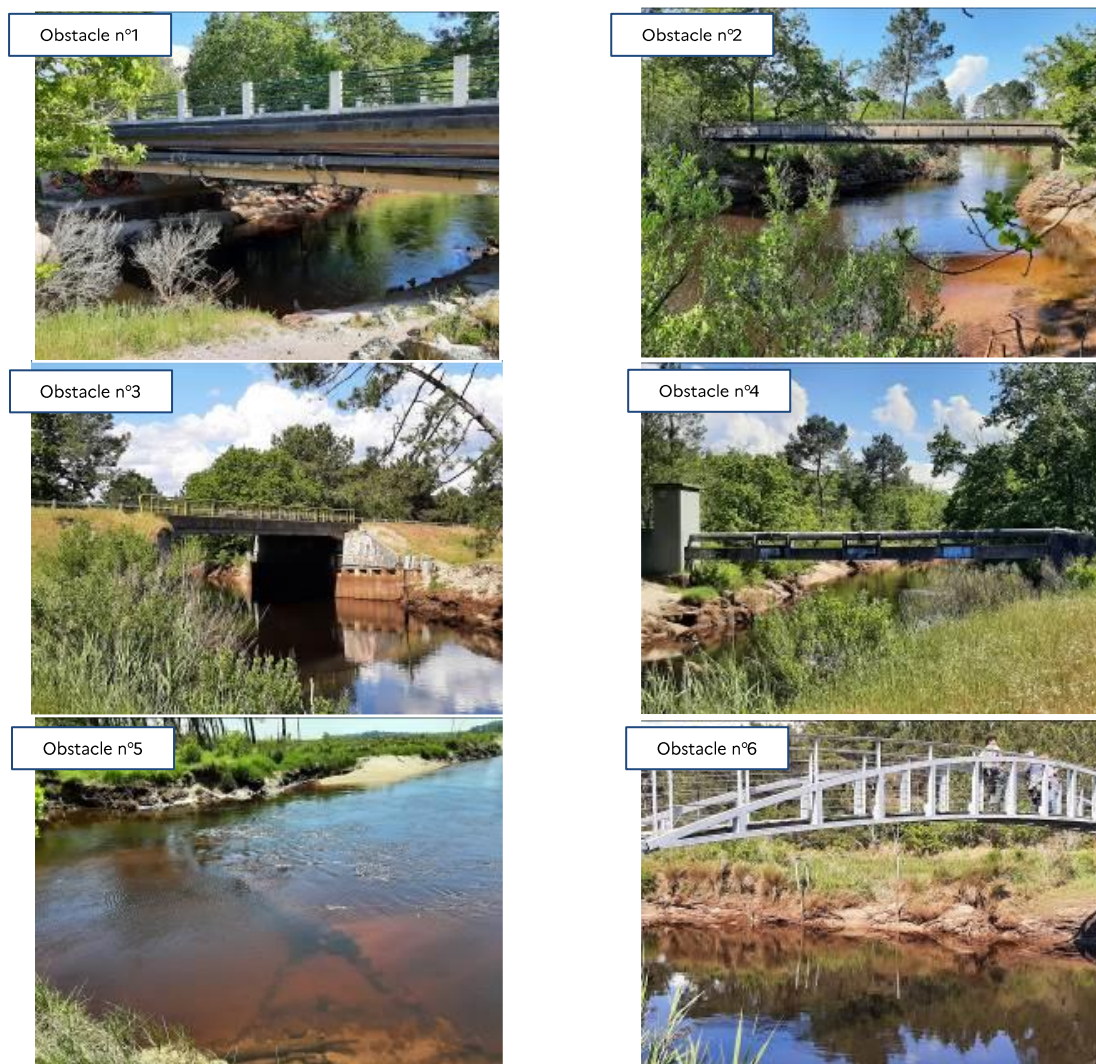


Figure 6 : obstacles présents sur le canal des étangs

Le prestataire devra s'assurer que l'ensemble des engins prévus pour la réalisation des travaux peuvent bien passer sous les obstacles présents sur le canal.

III. 3. 7. Tri des déchets

Les déchets seront stockés dans un premier temps aux zones de déchargement des déchets mentionnées à l'article III.3.3. ci-avant.

Afin de recycler certains éléments, un criblage des matériaux devra être mis en place pour séparer les sédiments des déchets plastiques, du bois et des coquilles d'huîtres.

Le tri des déchets pourra avoir lieu sur la base vie mentionnée à l'article III. 3. 3. ci-avant, ou à tout autre endroit proposé par le prestataire (locaux de la structure prestataire, locaux d'une structure sous-traitante...).

Le coût H.T. journalier pour l'opération de tri des déchets devra être chiffré dans l'intervention n°4 du BPUF.

III. 3. 8. Evacuation des déchets

Après déchargement (et tri s'il est réalisé avant l'évacuation) dans les zones prévues à cet effet, les déchets devront être évacués pour retraitement. Le prestataire devra proposer une solution pour assurer l'évacuation vers des stations de valorisation et de traitement des déchets extraits.

Le coût H.T. par tonne de matière évacuée pour revalorisation devra être chiffré :

- **Pour les sédiments : dans l'intervention n°5 du BPUF ;**
- **Pour les déchets (plastique, coquilles d'huîtres, bois, ferraille...) : dans l'intervention n°6 du BPUF.**

IV. Prescriptions particulières

IV.1. Visite sur site avant travaux

Les informations concernant les visites sur site durant la période de consultation sont inscrites dans le règlement de consultation (RC).

Le prestataire retenu pourra également proposer une visite de la zone de chantier s'il le souhaite durant la période entre la signature du marché et le début des travaux.

IV.2. Mesures de sécurité

Le prestataire devra, lors de la réalisation des travaux, être en règle quant aux diverses réglementations en vigueur liées à la santé et à la sécurité au travail. Il devra mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité et les moyens nécessaires pour éviter la survenance d'un accident (emploi obligatoire d'équipements de protection individuelle notamment). Dans le cas où un accident devait survenir, le prestataire devra immédiatement arrêter le chantier et en informer le Conservatoire du littoral.

Le prestataire devra disposer de moyens de lutte contre les incendies et contre les pollutions accidentelles. Pour éviter tous risques liés aux hydrocarbures, des kits anti-pollution devront être présents sur la zone de chantier.

Les zones de déchargement et de tri des déchets étant fréquentées par des riverains, le prestataire devra mettre en place une signalétique pour éviter la survenue de tout accident.

IV.3. Mesures de respect de l'environnement

Les huiles hydrauliques et lubrifiants utilisés pour l'entretien des engins devront être biodégradables.

Le déplacement des engins devra être réduit au strict minimum dans la colonne d'eau pour réduire leur impact sur le milieu. Des espèces exotiques envahissantes (*Baccharis à feuilles d'Halimium* *Baccharis hamilifolia*) étant présentes sur les berges du canal, le prestataire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas contribuer à leur prolifération (nettoyage des engins lors des opérations notamment).

Le prestataire pourra mettre en place un barrage flottant antipollution en aval de la zone de travaux pour piéger les possibles déchets qui auraient été libérés dans la colonne d'eau lors de l'extraction.

Le prestataire devra se montrer exemplaire quant au respect des mesures prévues pour la réalisation des travaux compte tenu des différentes politiques de protection des espaces naturels s'appliquant sur la zone de localisation des travaux (Réserve Naturelle Nationale, Natura 2000, Parc naturel marin du Bassin d'Arcachon...).

IV.4. Qualification du personnel

Les agents de la structure prestataire doivent être qualifiés pour la réalisation des travaux.

Le prestataire devra, sur demande du Conservatoire du littoral, fournir les copies des permis d'utilisation des engins et des assurances professionnelles des agents réalisant les travaux afin que le Conservatoire ne soit inquiété.

Tout agent de la structure prestataire non qualifié ne sera pas habilité à réaliser les travaux prévus.

IV.5. Suivi et contrôle de l'exécution des travaux

Une première réunion de chantier aura lieu avant le début des travaux pour préparer les opérations.

Le suivi et le contrôle de l'exécution des travaux se feront par un agent du Conservatoire du littoral et/ou par les gardes de la réserve naturelle.

Un agent du Conservatoire du littoral sera présent lors des démantèlements de vestiges sur les opérations précitées afin de s'assurer du bon déroulement des opérations, pour répondre aux questions du prestataire et pour s'assurer que le balisage des ouvrages est toujours bien présent et visible.

IV.6. Fin de chantier et réception

Le prestataire est chargé de remettre en état comparable à l'existant les emplacements de descente des engins. Il s'assurera de n'avoir laissé aucun équipement ou débris quelconque sur la zone de chantier et les bases vie, ni modifié l'état des infrastructures.

IV.7. Communication

La réalisation des travaux fera possiblement l'objet d'une communication dans la presse. Un rapport détaillé sera également rédigé par le Conservatoire du littoral quant aux travaux effectués. En réalisant les travaux, le prestataire accepte que des photographies des différentes phases de travaux soient réalisées et réutilisées.

Le prestataire ne pourra communiquer sur le projet à la presse, sur son site web ou par tout autre moyen de communication qu'après autorisation expresse du Conservatoire du littoral.

Annexe 1

----- Coefficient des marées en septembre et octobre 2025 – Arcachon

| ◀ Août 2025 | | Septembre 2025 | | | | Octobre 2025 ▶ | |
|-------------|-----------|----------------|-----------|-----------|-----------|----------------|--|
| Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | |
| 27 | 24 24 | 28 34 | 41 49 | 56 65 | 72 80 | 86 92 | |
| 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | |
| 97 101 | 104 106 | 106 104 | 101 96 | 90 83 | 75 66 | 58 49 | |
| 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | |
| 43 | 38 38 | 41 47 | 54 61 | 68 74 | 79 84 | 87 89 | |
| 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | |
| 91 91 | 91 90 | 88 86 | 82 78 | 74 69 | 63 58 | 52 46 | |
| 29 | 30 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| 39 33 | 28 | 25 24 | 28 34 | 42 50 | 59 68 | 76 84 | |

marée.info
horaires - hauteurs - coefficients

| ◀ Septembre 2025 | | Octobre 2025 | | | | Novembre 2025 ▶ | |
|------------------|-----------|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------------|--|
| Lundi | Mardi | Mercredi | Jeudi | Vendredi | Samedi | Dimanche | |
| 29 | 30 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| 39 33 | 28 | 25 24 | 28 34 | 42 50 | 59 68 | 76 84 | |
| 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | |
| 91 98 | 103 107 | 109 110 | 109 106 | 102 96 | 89 81 | 72 63 | |
| 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | |
| 55 47 | 41 | 39 40 | 44 49 | 55 61 | 67 71 | 76 79 | |
| 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | |
| 82 84 | 85 86 | 86 85 | 83 81 | 79 76 | 72 68 | 63 59 | |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 1 | 2 | |
| 53 48 | 43 38 | 34 31 | 31 | 33 38 | 42 50 | 59 68 | |

marée.info
horaires - hauteurs - coefficients

Annexe 2

Conditions hydrologiques du canal des étangs en 2022

Les mesures ont été réalisées à partir d'une sonde installée par le SIBA au niveau de la passerelle piétonne de Lège (obstacle n°2).

